

affaires et celle de ses affidés dont il a fait les dispensateurs des sommes que le peuple canadien est obligé de dépenser pour la guerre.

Je crois qu'il est temps de faire un inventaire des conditions du pays. Jamais dans l'histoire de l'empire ou d'aucun des dominions il n'a été mis devant le peuple un document public contenant des accusations aussi sérieuses que celles portées par sir Sam Hughes contre ses collègues dans le cabinet. Ces faits ne sauraient être relégués dans l'ombre, ils sont connus du public. Le peuple, aux aspirations duquel vous faites appel lorsque vous demandez des recrues, a lu dans les journaux ce que l'ancien chef de notre Milice a dit du premier ministre. Les honorables ministres du Gouvernement peuvent posséder sur le compte de l'ancien ministre des secrets que nous, de ce côté-ci de la Chambre et le peuple en général, ne connaissons pas. Lorsque nos soldats reviendront de la guerre, ils voudront voir l'administration du pays dégagée des plaintes qui ont été portées contre elle. Pour ma part je laisse la question au jugement de la Chambre et du pays. J'ai parlé vigoureusement, je l'admets, mais il est généralement compris, je le sens, qu'il est de notre devoir dans l'intérêt du Canada qu'il faut nous efforcer de faire tout ce qui est nécessaire pour remporter la victoire. Sacrifices de positions, sacrifices de places, voilà ce qui doit être fait par nous pour atteindre ce but, et ce sacrifice doit être aussi généreux que celui que nous faisons en envoyant nos fils à la guerre combattre et mourir sur les champs de bataille. S'il est des ennemis au dehors ou des non-valeurs parmi nous qui, dans les désordres supposés et les dissensions politiques inséparables de notre forme de gouvernement, voient des indices d'un fléchissement du courage de notre population et de sa résolution d'aider à gagner la guerre, je leur déclare en toute confiance qu'ils ne connaissent pas le génie et le caractère du peuple canadien.

Et, s'ils comptent sur nos dissensions et sur les rivalités de notre vie publique, ce sera à leur confusion.

Dans cette heure de péril national, différenciant d'opinion quant aux moyens à mettre en œuvre et quant à la faiblesse dont témoigne l'administration, un peuple dévoué et un parlement uni tiennent par-dessus tout à triompher dans cette guerre.

M. H. H. STEVENS (Vancouver): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole pour une courte contribution à ce débat, je désire m'associer aux remarques que l'on a

faites jusqu'ici touchant Son Altesse royale le ci-devant Gouverneur général, de même que touchant Leurs Excellences nouvellement arrivées de la métropole pour occuper ici ce poste élevé et honoré. Je désire en même temps me joindre à tous ceux qui ont parlé en termes élogieux de la vaillance, de l'énergie et des exploits de nos troupes sur le front. Il y a pour tout vrai Canadien, pour tout bon Anglais, un motif d'être fier à l'annonce des hauts faits accomplis par nos braves militaires. Je me contenterai donc, à ce sujet, de me joindre à ceux qui, en termes éloquents, ont fait l'éloge de nos soldats. J'ajouterai, cependant, que tous les sujets de Sa Majesté britannique feraient bien de songer à ceci, qu'après avoir, au mois d'août 1914, envisagé notre tâche comme digne de nos efforts, il faut bien comprendre que cette tâche est encore plus grande aujourd'hui, qu'elle nous a paru être dans le temps, puisque l'immense majorité du peuple canadien s'attendait, je me le rappelle parfaitement, que, tout ce que l'on nous demanderait, ce serait peut-être quarante, cinquante, ou au pis aller cent mille hommes, et que, pour régler cette grave question, il ne faudrait pas plus peut-être de six mois, un an ou un an et demi. Par les chiffres, toutefois, que le premier ministre nous a cités hier, non seulement à l'égard de ce que le Canada a fait, mais de ce qu'a fait l'empire en général, il faut bien se rendre compte que cette tâche est de celles qui nécessiteraient tous les efforts dont le peuple de ce Dominion est capable. Une fois ceci entendu, il me semble, que c'est le devoir de cette Chambre de concentrer toute son énergie, non pas sur de mesquines questions, non pas sur le sujet de savoir si certaines affaires d'assez peu d'importance ont été bien administrées, si, en certains cas, on a eu raison ici ou là, mais sur la question autrement sérieuse de savoir si, dans l'ensemble, l'administration est bonne, et si les actes du Gouvernement, ceux de nos soldats sur le champ de bataille, ceux de l'empire en général répondent, en somme, aux moyens dont le pays dispose et lui font honneur. Les uns disent que nous avons fait assez et qu'il y a une limite aux demandes que l'on peut faire au Canada. Je ne suis pas de ce sentiment. C'est mon avis, comme c'est, je pense, l'avis de tout bon Canadien, que nous ne devons nous arrêter à aucun sacrifice pour obtenir une heureuse issue de cette guerre. Je l'ai dit à la tribune populaire, et je le répète dans cette Chambre, si le Canada sort de cette crise son honneur intact, sa liberté entière, ses relations avec l'empire britannique ce qu'elles étaient avant la guerre,